



Deuxième contribution du Canada à la Commission Palme

Le 19 juillet 1985, l'ambassadeur du Canada en Autriche, M. Alan W. Sullivan, a remis, au nom du gouvernement du Canada, un chèque de 25 000 \$ à M. Jagge Anderson, agent d'administration à la Commission indépendante d'étude des problèmes du désarmement et de la sécurité (Commission Palme). Il s'agissait d'une deuxième contribution, la première, de 160 000 \$, ayant été faite en 1981. Ces contributions reflètent l'appui du gouvernement du Canada aux efforts que déploie la Commission pour sensibiliser le public aux questions de sécurité internationale et de désarmement.

Créée en 1980 sous la présidence de l'ancien premier ministre de la Suède, M. Olof Palme, la Commission a pour mandat de trouver des mesures susceptibles de contribuer à la paix dans les années 80 et au delà. Elle est composée de représentants de l'OTAN et du Pacte

de Varsovie ainsi que de pays neutres et non alignés. Notre pays y est représenté par M. Robert Ford, ancien ambassadeur en Union soviétique et l'un de nos plus grands experts en relations Est-Ouest.

En 1982, la Commission a publié ses recommandations dans un rapport intitulé *Sécurité commune — Un programme de désarmement*. Les travaux de la Commission se poursuivent. Ses rencontres régulières, à caractère thématique, constituent une tribune politique indépendante pour débattre les questions de désarmement et continuer le dialogue amorcé lors des premiers travaux.

La prochaine rencontre de la Commission Palme aura lieu à Budapest (Hongrie) en octobre 1986. Elle sera axée sur les questions de sécurité européennes.

Allocution canadienne à la Conférence sur le désarmement

Le 4 février dernier, l'ambassadeur du Canada à la Conférence sur le désarmement, J. Alan Beesley, a fait une déclaration importante devant l'assemblée. En voici quelques extraits :

« Lorsque nous avons commencé nos débats ici, il y a un an, il y avait dans l'air une note de prudente expectative. Peu auparavant, les gouvernements de l'URSS et des États-Unis étaient convenus de reprendre les négociations sur les principales questions de limitation des armements et de désarmement de notre époque. En outre, en prenant cette décision qui témoignait de part et d'autre d'une grande sagesse politique, les deux gouvernements s'étaient fixé des objectifs convenus de négociation impressionnants par leur portée et leur étendue, à savoir « prévenir la course aux armements dans l'espace et mettre fin à celle qui se poursuit sur la Terre, limiter et réduire les armes nucléaires et renforcer la stabilité stratégique ». L'objectif ultime, avaient-ils déclaré, était « l'élimination complète des armes nucléaires ». Devant nos yeux et ceux du monde se dessinait une lueur d'espoir.

Une année à peine plus tard, non seulement cette flamme d'espoir brûle encore, mais elle est un peu plus vive. Au cours de 1985, les deux gouvernements ont mené à bien trois séries de négociations à Genève. Le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev se sont réunis dans cette ville en novembre et ont publié une déclaration commune importante où ils affirmaient notamment l'intention d'accélérer leurs travaux de négociation. La quatrième série est déjà en cours.

Heureusement, ce processus a produit autre chose que des phrases. Des propositions et des contre-propositions détaillées et concrètes ont été formulées, reflétant la bonne volonté des deux parties de convenir de réductions importantes dans leurs arsenaux nucléaires respectifs à titre de première mesure sur la voie de la réalisation de tous les objectifs de négociation arrêtés. Le Canada estime que l'une et l'autre parties ont ainsi démontré de façon convaincante la bonne foi et le sérieux de



M. Alan W. Sullivan (à gauche) alors ambassadeur du Canada en Autriche, remet un chèque de 25 000 \$ à M. Jagge Anderson, agent d'administration à la Commission Palme. M. Sullivan est présentement Sous-ministre adjoint, Secteur des affaires politiques et de la sécurité internationale, au ministère des Affaires extérieures.